

Quelle crise ? Quelle alternative ?

Véronique Sandoval

Économiste, Espaces Marx

La question de la nature de la crise que nous traversons est déterminante, comme l'a montré Pedro Paez. S'agit-il d'une simple crise financière, comme le capitalisme en connaît régulièrement tous les dix ans, dont la résolution passerait par une régulation du fonctionnement des banques et des marchés financiers ? S'agit-il d'une crise structurelle, de celles relevant du cycle long d'accumulation analysé par Kondratieff et dont le capitalisme ne peut sortir qu'en se transformant profondément, comme il a dû le faire à partir des années 1970, avec la crise du mode d'accumulation fordiste, en faisant le choix de la financiarisation ? S'agit-il de la phase terminale du capitalisme, comme l'affirme Immanuel Wallerstein ; d'une crise à laquelle le capitalisme ne peut faire face que dans la fuite en avant, comme le démontre Michel Husson dans son intervention ?

La gravité de la crise économique, sa mondialisation, comme ses liens avec la crise écologique, la crise sociale, la crise politique et comme les politiques adoptées par les gouvernements européens au niveau national et au niveau européen avec le pacte de l'euro, nous conduisent plutôt à faire nôtre cette dernière hypothèse. Encore faut-il pouvoir expliquer pourquoi, comme l'a souligné Stéphanie Treillet avec juste raison, la crise semble épargner les pays émergents et certains pays développés comme l'Australie dont le taux de croissance n'est pas si mauvais. Doit-on en déduire, comme le fait David Harvey, que seul le centre d'accumulation du capital international s'est déplacé de l'Ouest vers l'Est, de l'Europe et des États-Unis vers l'Asie et l'Austra-

lie, mais que le capitalisme a encore tout l'avenir devant lui? Ne doit-on pas prendre en compte, au contraire, le fait que le cycle d'accumulation du capital ne se faisant pas au niveau national mais dans le cadre d'une globalisation, la mondialisation financière a conduit à une concentration des capitaux sans précédent? Or ces quelques grands groupes financiers internationaux, qui ont assuré en grande partie le développement des pays émergents dans le cadre d'une stratégie d'extension de la sphère d'accumulation des capitaux, se heurtent aujourd'hui aux coûts élevés de la révolution informationnelle, à la crise écologique et à la finitude des sources d'énergie et des matières premières. Ils ne sauraient voir comme une porte de sortie le développement de concurrents dans l'appropriation de la plus-value au niveau mondial. En outre, ces grands groupes financiers internationaux maîtres des marchés financiers, constituant ce que François Morin appelle un véritable «mur de l'argent», quelles marges de manœuvre reste-t-il aux États pour contrer les mécanismes pervers de l'accumulation par des politiques d'emploi, par le développement des services publics, par la régulation de la monnaie et du crédit... et donc pour lutter contre la propagation à tous les pays, de cette crise systémique?

Face à la fuite en avant qui caractérise la réponse du capital à la crise, face au renforcement de l'exploitation par des plans d'austérité imposés aux peuples par les marchés financiers, au mépris de la souveraineté nationale, quelle alternative?

Certaines sont de fausses alternatives. Il en est ainsi de la sortie de l'euro et du repli nationaliste, comme le montre Michel Husson. Ce dernier insiste sur la nécessité de s'attaquer au partage de la valeur ajoutée, à la captation de la plus grande partie de la plus-value par la finance, captation qui a été à l'origine de l'accumulation de dettes qui a conduit à la crise. Il propose donc de modifier la répartition des revenus par la hausse des salaires, la réduction du temps de travail et le développement de la protection sociale et des biens communs (hors marché) par une réforme de la fiscalité—réforme de la fiscalité visant également à taxer les mouvements de capitaux et les transactions financières.

Stéphanie Treillet partage ce point de vue et défend une relative indépendance des États nationaux par rapport au pouvoir de la finance et donc la possibilité de s'appuyer sur des politiques macro-économiques. Elle insiste cependant sur la nécessité de construire un rapport de force international favorable aux salariés par la mise en place de coopérations, pour contrer la mise en concurrence des salariés organisée par le capital, comme cela commence à se faire en Amérique latine.

Pour Pedro Paez, en revanche, ce n'est pas seulement un problème de distribution des revenus. Le point nodal de la crise est dans le processus de travail dominé par le processus d'accumulation du capital, et dans le taux de rendement exigé par le capital financier, qui bloque la majorité des processus productifs. En outre, même si on peut dépasser le mode de production actuel

par une intervention étatique et en faisant appel à une autre logique articulée sur l'économie solidaire, les coopératives... la crise écologique est là. Nous ne vivons pas seulement une crise du mode de production mais une crise du mode de développement, une crise du mode de vie. Comme Robert Boyer, pour qui se libérer des contraintes de la finance suppose une mutation en profondeur des esprits, Pedro Paez nous appelle à affronter idéologiquement la rationalité des paradigmes dominants et les concepts macro-économiques.

Face au caractère systémique de la crise, en effet, et si on admet, avec Immanuel Wallerstein, que cette crise correspond à la phase terminale du capitalisme, pouvons-nous, en tant qu'économistes, nous limiter à l'examen des politiques à court et moyen terme susceptibles de permettre le redémarrage d'un cycle d'accumulation vertueux ? N'avons-nous pas la responsabilité de réexaminer les concepts de richesse, de productivité, de compétitivité ? Faut-il encore défendre la concurrence au nom du consommateur ? Quelle alternative proposons-nous à la rentabilité comme moteur du développement économique ? Comment commencer à aborder ce qu'Immanuel Wallerstein appelle le moyen terme, c'est-à-dire la sortie du capitalisme ?

De ce point de vue, j'ai beaucoup apprécié l'approche de la crise par le travail de Jean-Christophe Le Duigou. Il est en effet urgent de se pencher sur la question de la finalité du travail et sur celle de son contenu. La crise du travail, dont la montée des suicides au travail est une des manifestations, est révélatrice de la crise de civilisation. Elle naît de la confrontation entre les valeurs que l'entreprise néolibérale essaie d'imposer, à savoir la compétitivité, la performance, l'adaptabilité du travailleur, et les valeurs portées depuis longtemps par le mouvement ouvrier : celles de solidarité, de qualité du travail, de dignité et d'émancipation de l'être humain. Je partage son avis sur la nécessité d'une intervention des salariés dans la gestion des entreprises si l'on veut sortir de la crise, lutter contre la primauté des objectifs de rentabilité sur la qualité du produit et du service rendu—intervention longtemps refusée par le mouvement ouvrier français au nom du refus de la cogestion. Mais ne faut-il pas aller plus loin et remettre en question le statut même du salariat, en intervenant sur l'organisation du travail ? En effet, les rapports sociaux qui se nouent entre salariés à l'occasion du processus de production, du fait de l'organisation du travail ; ces rapports recherchés par les politiques de management, de mise en concurrence, de mise en compétition des salariés, au sein même de l'entreprise ; ces rapports sociaux impactent toute la société et ses valeurs et sont un obstacle au rassemblement des « dominés » pour se libérer de la finance.